

Bruxelles, 07 mars 2025
Communiqué de presse

8 mars : l'Arizona, un gouvernement qui enterre les droits des femmes

En cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le Centre d'Action Laïque tire la sonnette d'alarme : l'accord de gouvernement fédéral Arizona constitue un véritable recul pour l'autonomie et les droits des femmes.

Dès sa formation, le signal était clair : aucune femme au Kern et 4 seulement dans la composition du gouvernement. Quant à la logique "méritocratique" mise en avant dans la politique de recrutement fédérale, elle masque une réalité bien cynique : dans une société où le sexisme favorise systématiquement les hommes, la "meilleure personne" choisie est rarement une femme. Sans mécanismes correctifs comme les quotas, les femmes continueront d'être écartées des postes à responsabilité.

Dès la publication de l'accord, le Centre d'Action Laïque a dénoncé l'absence d'une priorité explicite donnée à l'égalité femmes-hommes dans cet accord. Ce terme n'apparaît que dans les sections sur l'asile et l'immigration. Si nous saluons les nécessaires mesures pour lutter contre les violences sexuelles, nous regrettons l'absence de mesures concrètes permettant aux femmes d'accéder à une autonomie économique et sociale.

L'individualisation des droits sociaux, revendication de longue date du CAL, est une condition essentielle pour garantir cette autonomie. Or, malgré un discours appuyé sur la responsabilité individuelle, le gouvernement Arizona a choisi de l'ignorer, maintenant des inégalités structurelles qui enferment les femmes dans la dépendance financière. De plus, la suppression du statut de cohabitant.e n'est pas à l'ordre du jour et le quotient conjugal – qui pénalise les femmes – sera simplement réduit sans être aboli. Ce choix impactera encore davantage les familles monoparentales, composées à 80 % de femmes.

L'inaction du gouvernement sur l'interruption volontaire de grossesse est un autre signal alarmant. Malgré un consensus scientifique en faveur d'un allongement du délai légal à 18 semaines et de la suppression du délai de réflexion obligatoire, l'accord se limite à "poursuivre le débat". Un immobilisme coupable qui sacrifie les droits sexuels et reproductifs sur l'autel des compromis politiques. Voir des partis qui ont comme principe habituel de laisser la liberté de vote à leurs parlementaires sur les questions éthiques si vite capituler devant les impératifs idéologiques principalement défendus par un parti historiquement opposé au droit à l'avortement, est tout bonnement inacceptable.

D'autres réformes annoncées vont directement aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes. La réforme des pensions et du marché du travail est une catastrophe en devenir pour les femmes : elle pénalise les femmes en temps partiel, celles aux carrières interrompues, les mères célibataires. La suppression progressive de la pension de survie, l'élargissement des horaires de travail (y compris la nuit et le dimanche) et la pression accrue sur les personnes en maladie de longue fragiliseront encore plus les femmes, surtout celles déjà en situation précaire. Quant à la réforme des congés parentaux, elle évite soigneusement d'imposer un congé de paternité obligatoire, maintenant ainsi une répartition inégalitaire des responsabilités familiales entre les hommes et les femmes ;

En bref, cet accord fédéral tourne le dos à l'humanisme et au féminisme. Le gouvernement Arizona a écarté le gendemainstreaming, signe manifeste que l'impact des politiques sur les femmes ne l'intéresse pas. Loin de promouvoir l'égalité, l'accord fédéral Arizona favorise une poignée d'hommes déjà privilégiés et condamne les femmes à rester dans l'ombre. Le Centre d'Action Laïque refuse ce retour en arrière. Il est impératif que l'égalité femmes-hommes cesse d'être une variable d'ajustement et devienne enfin une priorité politique, traduite en mesures concrètes et ambitieuses.